

LES POGROMS ANTI-ARMÉNIENS EN AZERBAÏDJAN

1988-1992

SOUMGAÏT - KIROVABAD - BAKOU - MARAGHA

Eglise arménienne
de Chouchi
(Haut-Karabagh),
le 9 mai 1992,
après le départ
de l'armée
azerbaïdjanaise.



LES DOSSIERS DE PRESSE
DES NOUVELLES D'ARMÉNIE MAGAZINE
FÉVRIER 2012

Note de la Rédaction :

La rédaction dispose de photographies des victimes prises au moment des événements. Compte tenu de leur caractère insoutenable, elle a pris le parti de ne pas les faire figurer dans ce dossier. Elle les tient cependant à la disposition de tout organe de presse qui souhaiterait en prendre connaissance.



DESTINS PARALLELES

En novembre 1938, à Darmstadt, sous l'Allemagne nazie, le chef des Sturmabteilungen local reçut à 3 heures du matin le message suivant : « Sur ordre du chef de groupe, il faut faire sauter ou incendier immédiatement dans le secteur 50 l'ensemble des synagogues juives. Les maisons voisines qui sont habitées par une population aryenne ne doivent pas être endommagées. L'action doit être menée en tenue de civil. » C'était la fameuse Nuit de Cristal : 208 synagogues détruites, 7 500 magasins pillés, 91 Juifs massacrés et plus de 30 000 autres déportés. Le monde ne bougea pas. On sait ce qu'il advint.

Cinquante ans après, dans la nuit du 27 au 28 février 1988, en Azerbaïdjan, des unités azéries en civil entrent dans la ville de Soumgaït et se livrent aux mêmes exactions. Plus de deux cents maisons incendiées, des dizaines de magasins pillés, des centaines d'innocents traînés dans les rues et battus à mort. D'autres torturés. Certains brûlés vifs. Les massacres dureront jusqu'au 29 février. En novembre 1988, les nervis du pouvoir entrèrent dans la ville de Kirovabad. Nouveau massacre : officiellement 18 Arméniens tués, 11 femmes violées, 60 personnes disparues, 74 personnes grièvement blessées, 1 376 maisons pillés. L'intervention de l'armée soviétique rétablit l'ordre jusqu'à son retrait. Là, ce fut le tour de Bakou en 1990. Nouveau pogrom et déportation d'Azerbaïdjan en Arménie de 350 000 personnes, qui abandonnent tous leurs biens, tous leurs morts et tout leur passé. Enfin, en 1992, celui de la population

du village de Maragha. Le monde ne bougea pas plus.

En ce mois de février 2012, 20 ans après ces derniers événements, *Nouvelles d'Arménie Magazine* s'adresse une fois de plus à l'opinion publique pour que le souvenir de ces exactions ne tombe pas dans l'oubli, surtout à l'heure où, comme toujours dans les crimes contre l'humanité, les auteurs nient l'existence de ces faits, comme on nie aujourd'hui l'existence ou l'importance de la Shoah.

Ce dossier de presse a deux objectifs : d'abord, face aux tentatives de falsifications de l'Azerbaïdjan, rappeler les faits tels qu'ils ont été relatés par les témoins ; ensuite, par ce rappel, prévenir la répétition de tels crimes en démontrant à ceux qui les ont commis que l'opinion publique internationale ne les oublie pas.

Dans l'hypothèse où, à votre tour, vous souhaiteriez les rappeler dans vos colonnes, dans vos discours ou dans vos écrits, *Nouvelles d'Arménie Magazine* se tient à votre disposition pour vous fournir toutes les informations complémentaires qui vous seront utiles.

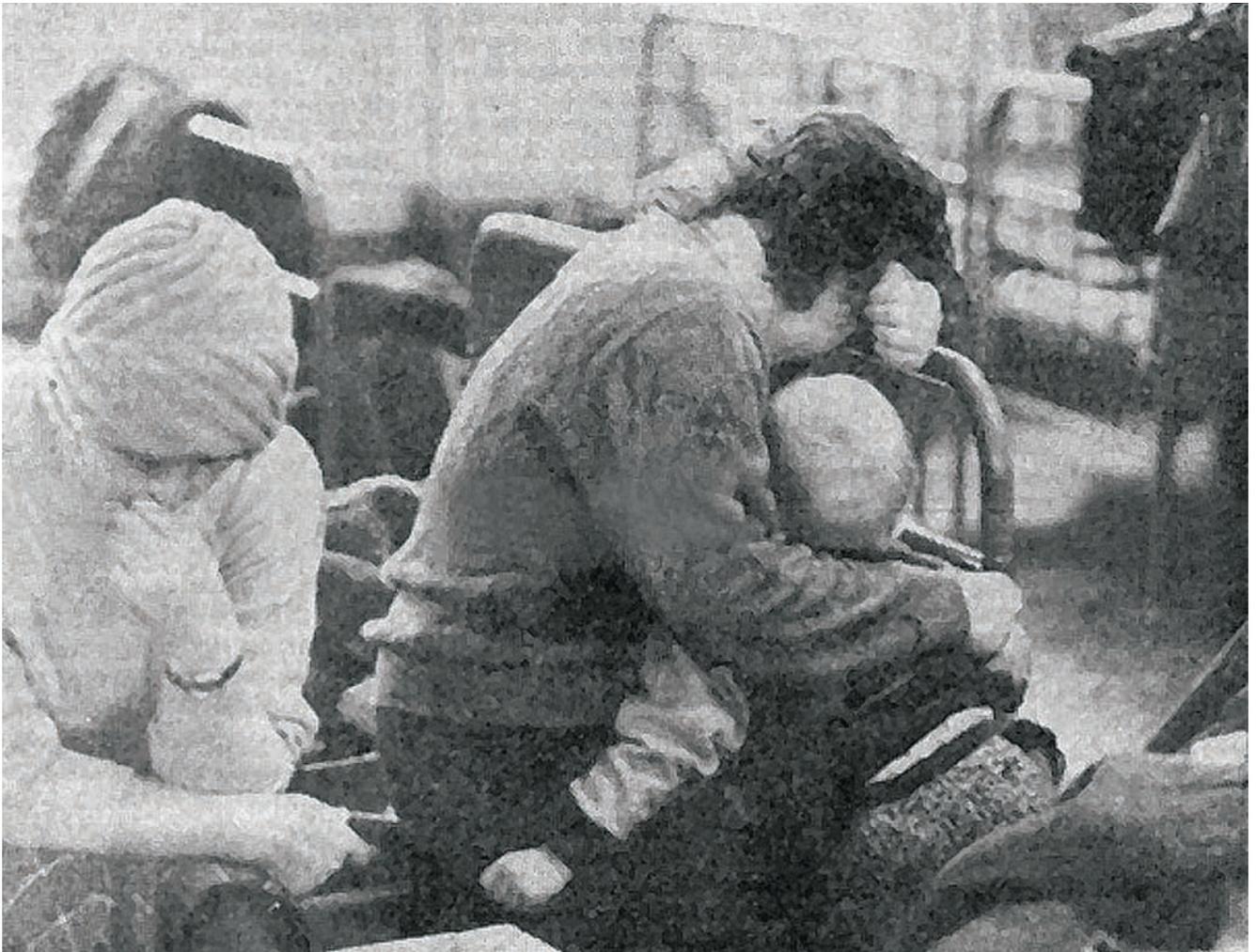
Toute l'équipe rédactionnelle vous remercie par avance de l'attention que vous porterez à ce dossier.

René Dzagoyan,
pour Nouvelles d'Arménie Magazine.
Mail : redaction@armenews.com
Téléphone : 01 55 37 97 96



Rescapés arméniens des pogroms de Bakou, janvier 1990

(comme signalé, la rédaction dispose de photographies des victimes ainsi que des images prises au moment des événements. Compte tenu de leur caractère insoutenable, elle a pris parti de ne pas les faire figurer dans ce dossier mais les tient cependant à la disposition de tout organe de presse qui souhaiterait en prendre connaissance)



1. L'EMPIRE ÉCLATE

Dans les années 1985-1988, l'Empire soviétique manifeste les premiers signes de son éclatement. Dans cette redistribution des territoires que tous prévoient et qui verra bientôt la renaissance de nations qu'on croyait à jamais disparues, se développe dans le Caucase un mouvement de la société civile qui demande le rattachement de la province autonome du Haut-Karabagh, sous administration azérie, à la république soviétique d'Arménie.

Cette demande remonte aux premières années de la soviétisation de cette région. Dès après la bolchévisation

de l'Arménie en novembre 1920, le bureau caucasien du Comité central du Parti Communiste, contrôlé par Staline, décrète, le 4 juillet 1921 le rattachement du Haut-Karabagh à la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan au détriment de la République d'Arménie à laquelle cette région appartenait depuis la nuit des temps. L'impossibilité de gérer cette région sans une déportation massive conduit le pouvoir soviétique à lui accorder, en 1923, le statut d'Oblast Autonome et la relie à l'Arménie par le couloir de Latchine qui reste sous administration azérie.

II. LA REVENDICATION POPULAIRE

En 1987, à l'heure où le pouvoir central, sous la direction de Gorbatchev démontre son impuissance à contrôler les républiques périphériques, les autorités soviétiques de la République d'Azerbaïdjan élaborent un plan de déplacement de la population arménienne du Haut-Karabagh, qui prendra effet en juin de la même année par la déportation des habitants de la ville de Tchardaklou, organisée par le secrétaire général du Parti Communiste d'Azerbaïdjan, M. Assadov.

Afin de mettre fin à ce processus, le 13 février 1988, la population de la capitale régionale du Haut-Karabagh, Stépanakert, réclame son rattachement à l'Arménie. Le lendemain, 14 février, M. Assadov déclare : « *Des mil-*

liers d'Azerbaïdjanais sont prêts à entrer au Karabagh et à y lancer une guerre » (Source : journal *Avrora*, n° 10, 1988, Leningrad, Russie)

Dès lors, commencent trois séries de massacres sur le territoire de l'Azerbaïdjan : d'abord à Soumgaït et à Kirovabad en 1988, puis à Bakou en 1990, et enfin à Maragha en 1992, après que le Haut-Karabagh ait déclaré son indépendance.

Les témoignages qui suivent sont tous issus de témoins oculaires ou de personnages politiques en relation avec les événements. Leur nombre étant trop important pour figurer tous dans un dossier de presse, ceux qui sont présentés ici ne sont qu'une sélection des plus significatives.



Immeuble d'Arméniens dévasté. Février 1988, Soumgaït

III. 1988- LE POGROM DE SOUMGAÏT : LES TÉMOIGNAGES

La ville de Soumgaït est située à 26 km de Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan. En 1988, sa population comporte 18 000 Arméniens, en majorité des cadres de l'industrie pétrolière. Le 26 et 27 février, des manifestants azéris défilent dans les rues de cette ville avec pour slogan « *Mort aux Arméniens!* ».

Le journal *Izvestiya*, 20 août 1988 : « *Le 27 février, sur la place Lénine, une foule nombreuse se réunit... Les appels à l'attaque furent lancés contre les habitants de nationalité arménienne... Des groupes d'hommes jeunes se mirent à agresser les Arméniens dans tous les autres quartiers de la ville* ».

Thomas de Waal, journaliste britannique, expert de la Fondation Carnegie (témoignage rapporté dans son ouvrage *Le Jardin Noir*)

« *Les bandes composées de 10 à 50 hommes, ou en plus grand nombre, parcouraient la ville, cassaient les vitres, incendiaient des voitures, mais - avant tout - cherchaient des Arméniens. [] Les bandes dans les rues de Soumgaït se livraient à des atrocités épouvantables. Certaines victimes étaient tellement défigurées par les coups de hache, qu'il était devenu impossible, plus tard, d'identifier leur corps. Ils déshabillaient les femmes et les brûlaient. Quelques-unes furent violées à plusieurs reprises []. Le contraste des atrocités commises par ces tueurs avec les manifestations pacifiques des Arméniens était frappant [] Le régiment des forces de l'ordre et les élèves officiers de l'académie militaire de Bakou ne sont arrivés à Soumgaït que quelques heures après [...] Les jeunes soldats avaient reçu l'ordre de Moscou de tirer des balles à blanc et non à balles réelles. Les émeutiers jetaient des bouteilles incendiaires et frappaient les soldats aux jambes à coups de barres de fer effilées. Environ 100 soldats ont été blessés* ».

Viktor Krivopousov, écrivain, diplomate (rapporté dans son ouvrage *Le Karabagh Rebelle*)

« *Les hommes étaient quelquefois tués dans leurs maisons, mais ils étaient souvent traînés dans la cour pour être humiliés en public. Rares sont ceux qui moururent tout de suite après avoir été frappés d'un seul coup de hache ou de couteau. Pour la plupart d'entre eux, on ajoutait l'humiliation à la souffrance physique. Ils étaient battus jusqu'à perdre connaissance, puis arrosés d'essence et brûlés vifs. Ni les hommes âgés, ni les enfants n'étaient épargnés* ».

Ministre de la défense de l'URSS **Dmitri Yazov** :

Source : le sténogramme de la séance du Bureau politique du Comité général du Parti Communiste de l'Union Soviétique, 29.02.1988. Journal *Rodina*, 1994, N14, Moscou

« *Les massacreurs avaient découpé les seins de deux femmes, en avaient décapité une autre et enlevé la peau d'une fille. Les élèves officiers s'évanouissaient en voyant des cadavres mutilés des Arméniens* ».

Valéry Kozoumenko, témoin : Source : Protocole de la séance de la Cour Suprême de l'URSS sur la cause criminelle des événements de Soumgaït, octobre-novembre 1988, Moscou.

« *Les bandits qui ont fait irruption dans notre appartement, étaient munis de barres de fer, de cornières, de gros couteaux. Les barres de fer étaient toutes de la même longueur, comme si elles étaient spécialement préparées. Ces bandits, tous sans exception, étaient plutôt jeunes et vêtus de noir... A partir du 28 février nos téléphones ont été coupés* ».

Gouliev, témoin : Source : Protocole de la séance de la Cour Suprême de l'URSS sur la cause criminelle des événements de Soumgaït, octobre-novembre 1988, Moscou.

« *Les massacreurs étaient munis de barres et de cornières de fer d'une longueur de 70 cm, comme si elles avaient été spécialement fabriquées pour les pogroms. Il n'y avait pas de police en ville... les lignes téléphoniques étaient coupées... Des pierres avaient été apportées... Ces pogroms n'avaient pas été organisés en un seul jour. Ils s'y étaient préparés depuis longtemps (...) Selon les conclusions de l'enquête du 27 au 28 février 1988, le ministère de l'Intérieur de la ville de Soumgaït s'abstenait de toute intervention et assistait passivement aux désordres.* »

Ilyas Ismaylov, procureur général de la RSS d'Azerbaïdjan en 1988 : Source : journal azerbaïdjanais *Zerkalo*, 21 février 2003

« *Les coupables qui ont poussé les gens au pogrom à ce moment-là, portaient des mandats de député dans leurs poches. Ils siègent au Milli Mejlis (Parlement d'Azerbaïdjan)* ».





Du 13 au 19 janvier 1990, de 300 à 400 Arméniens devinrent victimes du pogrom à Bakou. Quelques milliers de personnes reçurent des blessures de différents degrés de gravité. Durant la période de 1988 à 1990 des centaines de milliers d'Arméniens de Bakou furent privés de leur patrie et déportés par force de leur ville natale.



Le Figaro, 9 mars 1988, signé **Denis Legras** (DL).

« *Eclatant en sanglots devant la foule rassemblée devant la petite église arménienne, un ouvrier arménien présent lors des émeutes de Soumgaït le 28 février dernier a raconté qu'il avait vu le cadavre d'une femme enceinte éventrée et son bébé découpé en morceaux gisant à ses côtés. Il a déclaré s'être rendu à la morgue de Soumgaït, au nord de Bakou, la capitale azerbaïdjanaise, où il a pu dénombrer environ soixante-dix cadavres, dont de nombreux enfants. Selon d'autres témoignages, près de cent Arméniens ont été tués par des Azerbaïdjanais lors des massacres interethniques ? Selon l'agence officielle TASS, qui n'a réagi que six jours après les émeutes, trente et une personnes ont été tués à Soumgaït, y compris des enfants et des vieillards.* »

Voir aussi les numéros du **Figaro** du 2 au 18 mars, et du 23 au 31 mars 1988.

Le Monde, 17 mars 1988, signé **Sylvie Kauffmann**

« *Le mot fait maintenant l'unanimité. Aussi bien du côté officiel que chez les dissidents, on parle désormais de " pogrom " pour qualifier les atrocités de Soumgaït, en Azerbaïdjan, où des gangs d'Azéris sont tombés à bras raccourcis sur les membres de la communauté arménienne fin février. Au point que le bilan officiel de trente-deux morts paraît dérisoire. Selon le procureur général adjoint d'URSS, M. Alexandre Katoussev, dont les propos ont été cités par le quotidien de Bakou, Bakinski Rabotchi, il s'est produit à Soumgaït " des troubles à grande échelle, accompagnés de pogroms, d'incendies et d'autres excès ". Quelques jours plus tôt, un collaborateur de la revue dissidente Glasnost de M. Sergueï Grigoriants, M. Andreï Chilkov, qui venait de passer six heures à Soumgaït pour y recueillir des témoignages, avait lui aussi employé le mot de " pogrom " pour qualifier l'horreur des récits entendus : meurtres aveugles, femmes enceintes éventrées dans les maternités.* »

Le Monde, 29 mars 1988, signé **Bernard Guetta**

« ... *À Soumgaït, l'une des plus grandes villes d'Azerbaïdjan, d'abominables violences éclatent contre les Arméniens. Qu'il y ait eu trente-deux victimes, comme on le dit officiellement, ou plusieurs centaines, comme le rapportent des sources indépendantes, le fait n'est pas contesté que c'est un véritable pogrom avec enfants jetés par les fenêtres et femmes enceintes éventrées qui s'est produit, et le poids du sang vient compliquer encore le dossier.* »

Voir aussi les numéros du **Monde** du 2 au 26 mars 1988

Le nombre de morts du pogrom de Soumgaït de février 1988 n'a jamais été définitivement établi par les autorités soviétiques. Les estimations les plus faibles parlent d'une centaine de morts. Les auteurs n'ont jamais été recherchés ni punis. Vingt-quatre ans après les faits, il est de notoriété publique que Moscou a laissé les pogroms se dérouler dans l'espoir de voir le Mouvement Karabagh renoncer à ses revendications. Pour mettre un terme à ce mouvement comme à ces massacres, l'Armée Rouge investit le Haut-Karabagh qui passe dès lors sous la juridiction directe de Moscou.

Jusqu'au mois d'octobre 1988, les pogroms anti-arméniens cessent pour reprendre en novembre 1988 à Kirovabad. Les faits rapportés par les témoignages sont les mêmes.

Le 7 décembre 1988, un tremblement de terre dévaste les villes de Gumri et Spitak en Arménie. Bilan : 25 000 victimes. Un an après les massacres de Kirovabad, alors les Arméniens pleurent leurs morts et que le pays frôle la famine, les autorités azerbaïdjanaises se livrent à un troisième massacre dans la capitale de l'Azerbaïdjan, Bakou, initié par les partisans du Front Populaire National, mouvement indépendantiste soutenu par la Turquie.

Résolution du Parlement européen, le 7 juillet 1988

joint resolution replacing Docs B2-538 and 587/88 The European Parliament

A. having regard to the recent public demonstrations in Soviet Armenia demanding that the Nagorno-Karabakh region be reunited with the Republic of Armenia,

B. having regard to the historic status of the autonomous region of Nagorno-Karabakh (80 % of whose present population is Armenian) as part of Armenia, to the arbitrary inclusion of this area within Azerbaijan in 1923 and to the massacre of Armenians in the Azerbaijani town of Sumgait in February 1988,

C. whereas the deteriorating political situation, which has led to anti-Armenian pogroms in Sumgait and serious acts of violence in Baku, is in itself a threat to the safety of the Armenians living in Azerbaijan,

1. Condemns the violence employed against Armenian demonstrators in Azerbaijan ;
2. Supports the demand of the Armenian minority for reunification with the Socialist Republic of Armenia ;
3. Calls on the Supreme Soviet to study the compromise proposals from the Armenian delegates in Moscow suggesting that Nagorno-Karabakh be temporarily governed by the central administration in Moscow, temporarily united to the Federation of Russia or temporarily placed under the authority of a « presidential regional government » ;
4. Calls also upon the Soviet authorities to ensure the safety of the 500 000 Armenians currently living in Soviet Azerbaijan and to ensure that those found guilty of having incited or taken part in the pogroms against the Armenians are punished according to Soviet law ;
5. Instructs its President to forward this resolution to the Council, the Commission and the Government of the Soviet Union.



Carte des pogroms anti-arméniens à Bakou

JANVIER 1990- LES MASSACRES DE BAKOU : TÉMOIGNAGES

• **Vaghif Huséynov**, chef du KGB d'Azerbaïdjan : Source : journal *Moskovski Komsomolets* (Russie), 6 février 2004 « *Les désordres à Bakou étaient organisés par le Front populaire. [...] Les massacres ont commencé le 11 janvier. Dans la ville, environ 40 groupes (chacun composé de 50 à 300 personnes) ont commis des massacres* ».

• Le journal *Izvestia* du 15 janvier 1990 : « *Le 13 janvier 1990 après 17 heures une foule de 50 000 personnes, sortant du rassemblement sur la place Lénine, se divisa en groupes et se livra à des massacres, destructions, incendies, viols et meurtres...* »

• **Kirill Stolyarov**, journaliste et écrivain : source : *Chute : du Haut-Karabagh à la forêt de Béloveji*, Moscou, Olma-Press, 2001 « *Plusieurs massacres particulièrement atroces ont été commis. Le 14 janvier un groupe de 30 ou 40 personnes envahit l'appartement des Torossian, un couple de personnes âgées. À ce moment dans l'appartement se trouvaient encore des membres de leur famille, des femmes âgées. Les criminels les frappèrent tous violemment, leur prirent leurs 350 000 roubles, les emmenèrent par force hors de la ville, versèrent sur eux de l'essence et les brûlèrent* ».

• Station de radio **Svoboda**, RFE/RL, service russe, 15 janvier 1990, 06 h 46 « *Les habitants russes de la capitale azerbaïdjanaise se rappelaient avec horreur des scènes de massacres de leurs voisins, sur qui on avait tiré à bout portant, qu'on avait projetés du haut des balcons, brûlés vifs et, même démembrés par la foule des Azerbaïdjanais rendus fous.* »

• **Elbar Zeynalov**, chef du centre des droits de l'homme d'Azerbaïdjan : Source : *Bakou : pogrom sans abri*, *Novaya Ezhédnezvnaya gazéta*, N27, Bakou, 1993.08.20 « *Un système bien organisé se trouve derrière tout ça. Les bureaux de gestion du logement dirigent les réfugiés aux appartements des Russes, c'est strictement la même manière d'agir qu'en 1989 et 1990, quand cet organisme faisait les listes des Arméniens* ».

• **Etibar Mamédov**, leader du Front populaire d'Azerbaïdjan : Source : journal *Novaya Zhizne*, Moscou, 1990, N5 (14). « *Moi qui vous parle, personnellement, j'ai vu comment deux Arméniens ont été tués non loin de la gare. Une foule s'est rassemblée. Les victimes ont été arrosées avec de l'essence et brûlées vives. A 200 mètres du lieu du crime se trouvait le poste régional de police de Nassimin, et environ 400 ou 500 soldats des forces de l'or-*

dre passaient en voiture à une vingtaine de mètres de ces cadavres brûlants. Personne n'a essayé d'investir le lieu de crime ou de disperser la foule ».

• **Robert Kouchen**, rapporteur de l'organisation de la défense des droits de l'homme Human Rights Watch : Source : *Conflict in the Soviet Union : Black January for Azerbaijan*, May 1991 « *Les pogroms n'étaient pas entièrement spontanés, car les massacreurs étaient munis des listes et des adresses des Arméniens* ».

• **Comité pour le contrôle des accords de Helsinki** : source : Lettre ouverte adressée à la société mondiale, Initiative conjointe international (Paris), publiée dans le *New York Times* du 27 juillet 1990. « *Le massacre des Arméniens à Soumgaït au mois de février 1988 a été suivi par les pogroms de Kirovabad et de Bakou (...) Le fait que les pogroms se répétaient et s'effectuaient par des méthodes similaires, permet de penser que ces événements tragiques n'étaient pas spontanés. En plus, nous sommes obligés d'admettre que les crimes commis contre la minorité arménienne étaient devenus une pratique constante, si non la politique officielle de l'Azerbaïdjan soviétique* ».

• **Organisation des Nations Unies** : Source : documents de la 17^e session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, du 17 au 25 juillet 1997. « *Pendant 5 jours, en janvier 1990 à Bakou, capitale d'Azerbaïdjan, on a tué, torturé, pillé, humilié les représentants de la communauté arménienne. Les femmes enceintes et les enfants étaient agressés, les fillettes violées sous les yeux de leurs parents; sur le dos de leurs victimes, les massacreurs gravaient au fer rouge la croix chrétienne. Les gens étaient poursuivis simplement pour leur foi chrétienne* ».

• **Herald Tribune**, 17 janvier 1990 « *Des milliers d'Arméniens ont fui la ville au cours de ces derniers jours, abandonnant leurs appartements, leurs biens, leurs documents et les économies d'une vie. [...] Plusieurs centaines de victimes sont arrivées à Moscou mardi, où les blessés ont été conduits à l'hôpital; d'autres ont campé dans des gares ou partagé des repas de charité à la légation arménienne* »

Le 10 décembre 1991, par référendum, la population du Karabagh vote en faveur de son indépendance proclamée le 6 janvier 1992. Au printemps, l'armée azerbaïdjanaise commence sa tentative d'invasion du Haut-Karabagh par la prise du village de Maragha le 10 avril 1992. La population civile y est impitoyablement massacrée.



Village de Maragha



Leila et Narek ont été pris en otage parmi plusieurs autres, dont beaucoup sans nouvelles depuis.

IV. 1992-LES MASSACRES DE MARAGHA : LES TÉMOIGNAGES

Baronne Caroline Cox, le vice-speaker de la Chambre des Lords de la Grande-Bretagne :

Source : interview vidéo C.Cox

<http://maragha.org/video2.html>

« L'attaque a commencé à 7 heures du matin, le 10 avril : d'abord le village a été bombardé par des tirs d'artillerie, puis les chars ont attaqué, et les soldats les ont suivi. Et la guerre a commencé [...] Tout ce que nous y avons vu ne peut pas être décrit. [...] Dans les images, prises à Maragha au cours de ces événements, sont fixés les témoignages des massacres épouvantables : têtes décapitées, corps démembrés, restes d'enfants, terre sanglante et membres séparés des corps dans les lieux où les Azerbaïdjanais sciaient vifs des hommes. Nous avons vu des machettes acérées, avec du sang coagulé, qu'ils utilisaient afin de démembrer les gens... Après avoir tué de cette manière les habitants de Maragha, les Azerbaïdjanais ont pillé et incendié le village [...] Je n'oublierai jamais ce jour effrayant. J'ai vu de mes propres yeux des têtes coupées, des cadavres mutilés à la hache et des morceaux de corps humain traînant sur le sol. Ils avaient brûlé vives des personnes, et j'ai même vu les restes d'une femme âgée brûlée. Après ils sont passés au pillage ; ils vidaient les maisons de leur contenu et les brûlaient [...]. C'était un lieu de souffrance et d'atrocité comme au Golgotha, où Jésus Christ fut crucifié... ».

Tous les témoignages ci-dessous ont été tirés de **The Human Rights Committee** c/o Centre for Human Rights,

United Nations Office at Geneva 8-14 avenue de la Paix 1211 Geneva 10, Switzerland.

« Une femme a été tuée à la hache et brûlée à tel point que je n'ai pu l'identifier que grâce à ses vêtements, c'était Varya. Son époux avait été tué non loin d'elle, sa fille et sa belle-mère avaient été elles aussi tuées et les deux petits-enfants pris en otages... Je cherchais ma fille, plus tard j'ai appris que ma fille Kariné Poghossian et ses deux enfants - Narek , âgé de deux ans et Lélia, encore nourrisson – étaient pris en otages. Ma deuxième fille, Zariné et ses deux enfants – âgés de 4 et 6 ans- étaient également pris en otages... » (**Svetlana Poghossian**)

« Quelques enfants furent battus, tués, brûlés, les autres furent pris en otage. Il est impossible de raconter ce qu'ils

ont fait avec les femmes et les filles qui étaient prises en otage. La peau des femmes qui ont été libérées étaient couverte de plaies provoquées par les cigarettes. Un homme âgé a été décapité, et sa tête suspendue sur la place du village ». (**Elmira Sahakian**)

« Ils sont entrés et ont porté des coups avec les crosses de leurs mitraillettes. Ils nous ont chassés du sous-sol. Dans la cour, Vardanouche saignait et elle a perdu connaissance. À ce moment, un char est sorti du coin et est passé sur le corps de Vardanouche. Tout ce qui est resté d'elle, c'était un hachis de chair, de sang et de terre. Les filles de notre village et moi-même avons été déshabillées et emmenées à Mir-Bachir. Nous étions devenues des objets, ils nous vendaient à qui ils voulaient ». (**Léna Barseghian**)

« Le chef adjoint de la prison de Mir-Bachir nous traitait, les autres prisonniers, les époux Razmik Movsésian et Svéta Movsésian, et moi-même, comme des chiens. Il ne nous permettait pas de nous mettre debout, de parler. Nous étions attachés par des chaînes, nous marchions à quatre pattes, il ne nous donnait pas à manger. Quelque temps après, Svéta a été tuée et son époux rendu fou a été nourri par la chair de sa femme ; plus tard il a aussi été tué ». (**Jénya Ghazarian**)

Le 16 mai 1994, les autorités azerbaïdjanaises et du Haut-Karabagh concluent une trêve qui dure jusqu'à nos jours. Deux ans auparavant, en 1992, l'OSCE a constitué le Groupe Minsk, coprésidé par la France, les Etats-Unis et la Russie, et chargé de négocier les termes d'un traité de paix. Les négociations se poursuivent toujours. Jusqu'ici, la République d'Azerbaïdjan n'a pas encore reconnu l'existence des pogroms de Soumgaït, Kirovabad, Bakou et Maragha.

Au terme d'un conflit qui a duré trois ans et qui occasionna 15 000 morts, soit 10 % de sa population, la République du Karabagh a conservé son indépendance et construit une démocratie qui reste un modèle dans la région du Caucase. Avec ses 150 000 ressortissants (contre 9 millions en Azerbaïdjan), et malgré d'importantes difficultés économiques les citoyens de ce nouveau pays, grand comme deux départements français, restent déterminés à préserver leur liberté.



Otages arméniens de Maragha. Avril 1992

IV. SIEGE ET BLOCUS

Le pogrom de Soumgaït a fait l'objet d'un recueil de témoignages, *La Tragédie de Soumgaït, un pogrom d'Arméniens en Union Soviétique*, présenté par Bernard Kouchner et préfacé par Hélène Bonner, l'épouse d'Andréï Sakharov, Prix Nobel de la paix.

« À travers ces récits, y écrit Bernard Kouchner, on perçoit la préparation, le mécanisme et le but de ce pogrom. [...] On fanatise les foules, sans ménager les distributions d'alcools, d'armes blanches et, selon un schéma devenu malheureusement classique, on voit des gens, qui jusque là avaient vécu de manière pacifique ou amicales avec leurs voisins, se retrouver du jour au lendemain au mieux dépouillés, au pire massacrés par ces mêmes voisins. [...] Au pogrom de Soumgaït succéderont deux de Kirovabad (novembre 1988) et Bakou (janvier 1990), sonnante le glas de la séculaire présence arménienne en Azerbaïdjan : il ne

reste que la « forteresse » du Karabagh arménien, à l'heure actuelle en état de siège et de blocus. »

A l'heure où la République d'Azerbaïdjan affiche publiquement son intention de reprendre les hostilités contre la population arménienne du Karabagh, où elle porte son budget militaire à 3,1 milliards USD, (contre 1,6 milliard USD en 2010, soit une hausse de 60 %), il est essentiel, pour la préservation de la paix et la stabilité de cette région tourmentée, que ces massacres successifs et toujours impunis restent présents dans la mémoire collective et l'opinion internationale.

Tel est l'objectif de ce dossier. L'équipe de *Nouvelles d'Arménie Magazine* espère y avoir contribué et se tient à votre disposition pour toutes informations complémentaires.



La foule des Arméniens envahit le quai de Bakou pour fuir le massacre

« Le Parlement européen condamne les violences commises contre les Arméniens en Azerbaïdjan et soutient la demande de réunification de la minorité arménienne à la République d'Arménie. »

Résolution du Parlement européen, 7 juillet 1988.